COORDINATION SYNDICALE DEPARTEMENTALE
C.G.T.
DES PERSONNELS ACTIFS ET RETRAITÉS
DES SERVICES PUBLICS DU TARN
5, Rue de Metz 81000 ALBI
06.86.17.21.37 - spterritoriaux.cgt.tarn@orange.fr -

Albi, le 29 octobre 2026

Monsieur le Président
Centre de gestion du TARN
13 rue Alain Colas
81000 ALBI

Objet : Préavis de grève reconductible
du jeudi 5 novembre 2026
au lundi 30 novembre 2026 inclus.

Monsieur le Président,

La coordination syndicale départementale du Tarn relevant de la Fédération CGT des Services publics, dépose un préavis de grève et de manifestation de 0 h à 24 h pour les journées allant du 5 novembre 2026 au 30 novembre 2026 inclus, pour l'ensemble des personnels du département du Tarn, afin de permettre à l'ensemble des personnels de porter leurs revendications.

Depuis plusieurs mois, les politiques d'austérité imposées aux collectivités territoriales continuent de détériorer les conditions de travail des agents publics et la qualité du service rendu à la population. Les contraintes budgétaires croissantes, l'insuffisance des effectifs, la multiplication des missions sans moyens supplémentaires, ainsi que le gel de nombreuses dépenses de fonctionnement, aggravent les difficultés rencontrées quotidiennement dans les collectivités et établissements publics locaux.
Par les décisions et orientations politiques du gouvernement, nos services publics sont fragilisés, dégradés, à bout de souffle.
Dans le même temps, l'inflation continue de peser lourdement sur le pouvoir d'achat des agents territoriaux. Les faibles revalorisations salariales intervenues ces dernières années demeurent insuffisantes pour compenser les pertes accumulées. Avec le gel du point d'indice et des salaires, de nombreux agents ne parviennent plus à vivre dignement de leur travail alors qu'ils assurent des missions essentielles à la cohésion sociale et au fonctionnement de la République.

Nous appelons le gouvernement à mettre en place :

- Un plan d'investissement et de financement de la Fonction publique en lieu et place du projet de baisse des budgets des collectivités de 5,6 milliards d'euros ;
- Le dégel et l'augmentation du point d'indice à 6,50€ immédiatement,
- L'effectivité de l'égalité salariale et la revalorisation des filières à prédominance féminine,
- Un plan de recrutement et de titularisation permettant de répondre aux enjeux de lutte contre la précarité, la surcharge de travail et de répondre aux besoins de la population ;
- L'abrogation immédiate de la loi de transformation de la Fonction Publique ;

Dans le même temps, au niveau local, dans nombreuses de nos collectivités et sur les collectivités attachées au centre de gestion du Tarn que vous présidez, nous vous alertons sur plusieurs constats :

- Une fragilisation continue des moyens consacrés à la santé et la sécurité des agents publics et des salariés,
- Le non-respect des obligations des employeurs sans qu'aucune sanction ne soit appliquée,
- Des restructurations de services « à tout va », imposées sans consultation du personnel,
- Des charges de travail qui augmentent sans cesse,
- De nombreux glissements de fonctions pour les agents, sans compensation,
- Des demandes croissantes de sanctions disciplinaires disproportionnées,
- Un manque de reconnaissance flagrant,
- Une dégradation préoccupante du dialogue social avec une remise en cause des droits des représentants du personnel,
- Des signalements croissants de management délétère
- Une perte de sens du service public

Ces listes non exhaustives sont tout autant de raisons à la colère portée par les agents et les salariés.

La CSD CGT des services publics du Tarn appelle ainsi l'ensemble des agents territoriaux à se mobiliser afin d'obtenir :

- L'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice et le rattrapage intégral des pertes de pouvoir d'achat accumulées,
- L'ouverture de véritables négociations salariales dans la fonction publique,
- Le recrutement massif d'agents titulaires partout où les besoins existent,
- Un plan de recrutement et de titularisation permettant de répondre aux enjeux de lutte contre la précarité, la surcharge de travail et de répondre aux besoins de la population,
- Le renforcement des moyens budgétaires alloués aux services publics locaux,
- L'amélioration des conditions de travail et la prévention effective des risques professionnels,
- Le respect des droits syndicaux et des libertés publiques,
- Le développement des politiques publiques en faveur de l'éducation, de la jeunesse, de la culture, de la solidarité et de la transition écologique,
- L'arrêt des suppressions de postes et des restructurations de services,
- Un plan ambitieux d'investissement pour les équipements publics, notamment les établissements scolaires, les structures de la petite enfance, les équipements sportifs, culturels et sociaux.
- L'effectivité de l'égalité salariale et la revalorisation des filières à prédominance féminine,
- L'abrogation immédiate de la loi de transformation de la Fonction Publique

Par ailleurs, les projets budgétaires de l'État, PLF et PLFSS, travaillés et accompagnés de la main du patronat, par le gouvernement Macron/Lecornu, sont un affront aux revendications légitimes qui ne cessent de s'exprimer aussi bien dans la rue, devant les lycées et les facultés que dans tous nos services publics. Pire, la répression et l'entrave utilisées par le gouvernement pour discréditer et jouer le pourrissement des mobilisations sont des stratégies dangereuses et irresponsables.
En effet, les événements de violences et de répression survenus dans les mobilisations lycéens et étudiants comme dans les cortèges syndicaux et citoyens sont inacceptables. Ils fragilisent directement notre démocratie, nos libertés et sont un terreau fertile pour les porteurs de haine et de divisions à qui le gouvernement fait la courte échelle en raison de son jusqu'au-boutisme.

Nous dénonçons fermement l'acte de violence dont a été victime Natacha Pommet, secrétaire générale de la fédération CGT des services publics, lors de la manifestation du 17 octobre 2026 à Toulouse, et demandons aux services de l'État

que toute la lumière soit faite sur les circonstances ayant mené à cet acte délictueux. Nul ne peut croire que tirer sur des syndicalistes portant une banderole, dans un cortège bien identifié, soit une erreur.

La violence est avant tout sociale. C'est celle que des milliers de travailleurs, jeunes et retraités, vivent au quotidien, en tentant de survivre face à un coût de la vie toujours plus élevé, à des salaires et traitements gelés, face à l'inaction des pouvoirs publics, face aux désastres environnementaux et aux changements climatiques.
Pour autant, le scénario budgétaire et législatif, orchestré, n'est pas une fatalité. Le financement de la Fonction publique pour répondre aux attentes des lycéens, étudiants, des agents publics et salariés ainsi que des retraités, est possible. Bien que le gouvernement refuse de s'y attaquer, la taxation des plus grandes fortunes, des produits financiers, la conditionnalité des aides publiques aux entreprises, l'arrêt des exonérations fiscales au patronat, sont autant de mesures qui permettraient, dès à présent, de financer l'ensemble de nos services publics et qui garantiraient ainsi notre modèle de protection sociale.

C'est pourquoi, la coordination départementale du TARN de la Fédération CGT des Services publics, dépose pour l'ensemble des personnels, ce préavis de grève et de manifestation pour toutes les journées allant du 5 novembre 2026 au 30 novembre inclus de 0 h à 24 h, afin de permettre à l'ensemble des personnels de porter toutes ces revendications.

L'animateur de la CSD

